



Divorce



Valable pour les SCPI

Transfert de parts selon le régime matrimonial des conjoints :

● SEPARATION DE BIENS

- > Dossier au nom de Monsieur seul ou de Madame seule (**biens propres**),
 - + régime matrimonial de la séparation de biens justifié par acte notarié,
 - = les parts de SCPI restent la propriété du titulaire des parts
- > Dossier au nom de Monsieur et Madame
 - = attribution ou partage des parts entre les époux

● COMMUNAUTE UNIVERSELLE

- > Dossier au nom de Monsieur, de Madame ou de Monsieur et Madame
 - + régime matrimonial de la communauté universelle justifié par acte notarié et par homologation du Tribunal de Grande Instance
 - = attribution ou partage des parts entre les époux

● COMMUNAUTE REDUITE AUX ACQUETS

- > Dossier de Monsieur ou de Madame en biens propres (parts provenant d'une succession, d'une donation ou d'un réemploi de fonds propres justifié par acte notarié)
 - = les parts de SCPI restent la propriété de l'époux concerné
- > Dossier au nom de Monsieur, de Madame ou de Monsieur et Madame
 - + les parts de SCPI souscrites pendant le mariage, entrent dans l'actif communautaire
 - = attribution ou partage des parts entre les époux

● COMMUNAUTE DE BIENS MEUBLES ET ACQUETS

- > Dossier au nom de Monsieur, de Madame ou de Monsieur et Madame
 - + les parts de SCPI souscrites avant et pendant le mariage, entrent dans l'actif communautaire
 - = attribution ou partage des parts entre les époux



LA FRANÇAISE

SERVICE CLIENT

TÉL : 01 53 62 40 60

FAX : 01 44 56 11 03

balscpn@
lafrancaise-group.com



Divorce (suite)



Valable pour les SCPI

Documents à nous transmettre pour procéder à la mutation des parts de SCPI :

- > Copie du jugement de divorce
- > Tableau de partage (partage à l'amiable) pour connaître la répartition des parts ou de l'acte de liquidation de communauté
- > Relevé d'identité bancaire des époux
- > Copies des cartes d'identité en cours de validité des époux
- > Justificatif de domicile de moins de 3 mois des époux



Dans la gamme des SCPI MULTIHABITATION et UFG PIERRE & VACANCES CONSEIL IMMOBILIER MOSELLE, afin d'éviter la remise en cause de l'avantage fiscal, les dispositions règlementaires proposent deux options :

- > La totalité des parts est attribuée en pleine propriété à un seul des deux conjoints. Si l'attributaire ne demande pas cette reprise, les amortissements pratiqués précédemment feront l'objet d'une remise en cause.
- > Après leur divorce, les ex-époux conservent en indivision le bien acquis au cours de leur mariage.



LA FRANÇAISE

SERVICE CLIENT

TÉL : 01 53 62 40 60

FAX : 01 44 56 11 03

balscpn@
lafrancaise-group.com